

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **860** Prix : 2000 Fc

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510 Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Dialogue national

(P. 12)

L'Udps compte monter la fièvre

FINANCES

Biac : les convulsions continuent !

(P. 12)

Chronique

Heureux, les invités à la table du... seigneur !

Après avoir été consultées par le Camerounais Edem Kodjo, la classe politique et la société civile sont invitées très prochainement à participer au dialogue politique initié par le chef de l'Etat Joseph Kabila, à l'effet de solutionner certains problèmes de l'heure. Il s'agit notamment des élections que tout le monde veut libres, transparentes et apaisées, qui, depuis peu, ne permettent pas aux candidats politiques et autres membres de la société civile de dormir d'un sommeil de saint. A en croire le facilitateur, le comité préparatoire de

(Texte en page 3)

Après le G7, Moïse Katumbi s'entoure de nouveaux alliés

(P. 4)

Retraite à la Fonction publique

Des fonctionnaires cherchent la tête de Matata Ponyo

(P. 2)

Division 1

TP Mazembe écrase Shark XI par deux buts à zero

(P. 11)

Repères

Retraite à la Fonction publique

Des fonctionnaires cherchent la tête de Matata Ponyo

Les fonctionnaires de l'Etat, réunis au sein des Syndicats indépendants de l'administration publique (SIAP), ont initié, depuis mardi 12 avril à Kinshasa, une pétition pour obtenir la révocation du Premier Matata Ponyo.

Le porte-parole de SIAP, Rachidi Kayombo accuse le Premier ministre d'avoir mis en place un système de retraite massive au sein de la Fonction publique : «Nous avons la dernière lettre du ministre Pascal Ishombisho lui-même qu'il adresse au chef de l'Etat avec copie à leur regroupement syndical qu'ils appellent INAP. Mais cette lettre confirme une première que nous avons aussi joint à la pétition, où le Premier ministre Matata Ponyo donne l'ordre de renvoyer les agents et fonctionnaires de l'Etat en fonction par le système de retraite et de révocation massive de manière à engager ce que lui appelle les jeunes professionnels talentueux en créant des directions dites standards qui ne sont pas conforme aux lois».

Il a désapprouvé la démarche du chef de gouver-



Rassemblement des fonctionnaires à la place Golgota à Kinshasa- Gombe. Radio Okapi/ Ph. John Bompengo

nement qui, selon eux, viole la constitution.

A cet effet, les syndicalistes comptent collecter, d'ici le 20 avril, au moins cent mille signatures auprès des agents de l'Etat et déposer cette pétition à l'Assemblée nationale.

Rachidi Kayombo accuse également le gouvernement d'avoir lancé, depuis janvier dernier, ce système en renvoyant environ 410 agents et fonctionnaires de l'Etat.

«Nous pensons que trop, c'est trop. Cette fois-là, tous les agents doivent prendre leurs responsabilités pour remettre l'Etat en sécurité et prévenir des troubles sociaux», a-t-il poursuivi.

Rendre efficace l'Administration publique

De son côté, le ministre de la Fonction publique, Pascal Isumbisho rejette ces allégations et reconnaît cependant que le gouvernement a décidé de mettre en place de nouvelles structures pour rendre l'administration publique plus efficace.

Le ministre assure que la réforme engagée dans l'administration publique par l'entremise de son ministère, sous l'autorité de la Primate, n'a pour obligation que de respecter la loi et le statut

en vigueur qui régit l'administration publique.

«Il a été décidé de mettre en place de nouvelles structures qui permettent que cette administration redevienne efficace et ces structures et ces directions, c'est ce que nous appelons les directions standards», a expliqué Pascal Isumbisho.

Le ministre a par ailleurs souligné que la mise en place de ces directions standards a conduit à une révision des cadres organiques qui mettra en évidence un certain nombre d'effectifs supplémentaires pour certains ministères, et déficitaire pour d'autres ministères.

«J'ai écrit, je pense que c'est la lettre à laquelle ils [SIAP, NDLR] font allusion. Je dis que ceux qui sont éligibles à la retraite, c'est une occasion. Et nous devons mettre à la disposition les moyens pour qu'ils aillent à la retraite, c'est tout ce que les éligibles attendent», a-t-il poursuivi.

Pascal Isumbisho a assuré que le gouvernement met tout en œuvre pour que la carrière des agents et fonctionnaires de l'Etat soit protégée. LR/RO

Il a dit...

"Il ne faut pas perdre son temps à avancer des arguments de bonnetoi face à des gens de mauvaise foi."

Hassan II



Nord-Kivu

Les Mai-Mai Pareco et Nyatura se rendent maîtres de Kalembe

Les Mai-Mai Pareco et les miliciens Nyatura commettent plusieurs exactions sur les habitants de la localité de Kalembe, dans le groupement Kisimba en secteur de Wanyanga (Nord-Kivu), a accusé le chef de groupement, Mwami Kabaki, dans une déclaration faite à Radio Okapi.

Selon lui, ces Mai-Mai Pareco et les Nyatura font payer aux populations des taxes allant de 5 à 20 dollars américains, avant d'accéder dans leurs champs.

Les habitants de la localité de Kalembe se disent être pris en otage par cette coalition depuis le début du mois de mars dernier.

Face à cette situation, le chef de groupement Kisimba plaide pour l'augmentation des effectifs des Forces armées de la RDC dans cette zone.

Il demande également à la Monusco d'installer une base mobile pour sécuriser le tronçon Kalembe-Pinga où sont signalés quotidiennement les cas de pillages systématiques. LR/RO

Ituri: les miliciens de la FRPI abattent deux militaires à Kolu



Deux militaires ont été abattus, dans la nuit de mercredi 13 avril, après être tombés dans une embuscade des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), dans la localité de Kolu (Ituri).

Des témoins rapportent que les victimes regagnaient leur position quand elles ont été surprises par des tirs de ces assaillants.

Selon les mêmes sources, le drame se produit aux environs de 19 heures à Kolu, un village situé à 5 kilomètres d'Aveba-centre d'où revenaient ces militaires.

Ces soldats, au nombre de trois, roulaient sur une même moto quand elles ont été surprises par des tirs des miliciens.

Le chef de la collectivité de Walendu Bindi, Olivier Peke, indique que deux militaires sont morts sur place tandis que le troisième soldat s'est sauvé de justesse.

Les corps de militaires abattus ont été récupérés par leurs compagnons d'armes qui sont arrivés sur le lieu quelques minutes plus tard. Les forces loyalistes ont mis la main sur un présumé milicien avec une arme de type AK47.

Difficile pour l'heure de confirmer si cet homme était impliqué ou pas dans l'assassinat de ces deux militaires.

Le commandant second du secteur opérationnel des FARDC en Ituri a fustigé l'attitude de la population de Kolu qui, selon lui, n'ont pas pu dénoncer l'infiltration de ces miliciens dans leur village.

Cet incident survient trois semaines après que les FARDC ont lancé des attaques contre les positions des miliciens de la FRPI dans la chefferie de Walendu-Bindi. RO

Lisez et faites lire

La République

La République

2, Avenue des Entreprises,
Immeuble Sema, Gare centrale,
Kinshasa-Gombe

Directeur de Publication

Jacques Famba
Coordonnateur de la Rédaction
Boendy Bo Lokanga
+243999199410

Rédaction générale

Boendy BL
Jacques Famba
0899311288
Beni Joël Dinganga
Remy Buanga

Collaborateurs

LP Eyenga
Gaston Liande
Alexis E.

PAO

Charly BANZUZI
+243897230562

Direction Commerciale et Financière

Dominique Lumumba
0815011886, 0997440728

Lubumbashi

Freddy Tshijika
Jean L. Mwamba

Distribution

Bertin Sefu
Senga Jean-Victor

Vente

-
Images
Dieudonné Kanyinda
Bram's

Billet

Une histoire politique incompréhensible

La R.D. Congo s'apprête à affronter des élections générales et, peut-être, des turbulences sans précédent. C'est le moment où jamais, de se pencher sur son histoire politique à première vue incompréhensible : trois Républiques en moins de 40 ans, des dizaines de gouvernements, des centaines, peut-être des milliers de ministres, de députés, de sénateurs et de « dialoguistes », sans compter les innombrables activistes sociaux. En fait, les permanences l'emportent, qu'il s'agisse de la « culture politique » nationale, du profil et de la stratégie des acteurs, ou encore de ces principes non-dits et étonnants sans lesquels on ne comprendrait rien au Congo : le principe du « gâteau partagé » et celui du « fauve revancharde ».

Ici, on se rappelle Léopold II et les mains coupées du Congo. Imaginez que vous ayez envie de manger du chocolat dans une chocolaterie belge d'aujourd'hui. On vous présentera sans doute des barres de chocolat sous la forme de mains coupées ! Une fantaisie de l'artisan boulanger ou pâtissier ? Non, bien sûr ! C'est l'expression, aujourd'hui, d'un des drames les plus atroces de la colonisation en Afrique : des mains coupées mais aussi par milliers, des centaines de milliers de mains coupées, des vies détruites, des millions de victimes disparues en moins de 30 ans de 1885 à 1908. Ces mains coupées, c'est la marque déposée de Léopold II, le roi des Belges, dans le fameux « Etat Indépendant du Congo », aujourd'hui R. D. Congo. Face aux violences qui continuent de décimer ce pays, comment gérer la mémoire de ces atrocités aujourd'hui ? C'est la question qu'il faut se poser.

BBL

Boîte à clichés

L'unité nationale, un impératif pour le bien-être de la RD Congo !

Pour beaucoup d'observateurs, l'un des points positifs de la gestion du Congo par le président Mobutu aura été de forger et de consolider son unité nationale. On entend souvent dire que c'est à Mobutu que l'on doit le nationalisme congolais, qui se définit comme le sentiment d'appartenance à une seule nation.

Comme on le sait, ce concept est sujet à débat et à polémique. Mais l'Histoire nous enseigne le contraire. En effet, dès la création de l'Etat indépendant du Congo (EIC), après la conférence de Berlin, en 1885, par Léopold II, roi des Belges et souverain de l'EIC, ses hommes s'efforcent de créer un nouvel ordre social. Assez rapidement, et conformément aux accords, le Congo se retrouve au centre des influences commerciales et d'exploitation des puissances de l'époque. Toute la politique du roi belge à l'égard de l'EIC est fondée sur l'impératif d'unifier ce dernier pour maximiser la rentabilité de cet investissement et se préserver des ingérences étrangères.

Les populations congolaises en seront les premières victimes. Plusieurs millions de personnes perdent la vie et nombre d'autres sont fortement mutilées. Néanmoins, cette politique aura jeté les fondements de l'impératif de l'unité. Après avoir arraché le Congo à Léopold II, l'Etat belge colonisateur contribue énormément à consolider cette unité en promouvant une politique de conscientisation collective dans cet espace.

Malgré l'existence de plusieurs réalités ethniques ou de plusieurs aires linguistico-socio-économiques, la Belgique réussit à créer une conscience congolaise en imposant un Etat moderne, notamment grâce à sa politique d'administration coloniale. Ainsi, elle a renforcé l'identité moderne du Congolais aux niveaux culturel, économique et social. Vers la fin de la colonisation, cet impératif unitaire se retrouve au cœur des revendications non seulement des indépendantistes et des nationalistes mais aussi des partisans du fédéralisme.

Au cours de la période postcoloniale, l'unité léopoldienne, consolidée par le colon belge, est toujours au cœur de la politique congolaise malgré les nombreuses péripéties faites de révoltes et de sécessions, notamment celles du Katanga et du Sud-Kasaï. La gestion de Mobutu après son coup d'Etat s'est inscrite dans cette dynamique et s'est accompagnée d'une forte propagande, lui permettant de consolider son pouvoir pendant plus de trente ans. Par la suite, la mobilisation de l'impératif d'unité nationale a permis de faire échec aux différentes tentatives de balkanisation du pays, pendant la rébellion de l'AFDL, puis lors de la rébellion du RCD, soutenue par le Rwanda.

Ainsi, au fil des décennies s'est forgée et consolidée cette identité congolaise qui se retrouve au cœur du nationalisme congolais. L'impératif d'unité constitue le fondement de l'identité congolaise, et ce malgré l'appartenance des uns et des autres à une ethnie ou à une aire linguistico-socio-économique différentes. Il se retrouve chez tous les Congolais de toute origine, et il est parfois poussé à l'extrême et donne lieu à des excès qui vont jusqu'à dénier cette identité à certaines catégories de la population comme les Banyarwandas du Nord-Kivu ou les Banyamulenges du Sud-Kivu, perçus comme des envahisseurs. Ces excès peuvent entraîner des violences à l'encontre de tous ceux qui sont perçus comme des étrangers spoliant les richesses du Congo, lors des manifestations de la diaspora par exemple.

Cet impératif cohabite aussi avec l'espace plus restreint que constitue la tribu ou l'ethnie. C'est au sein de cet espace que s'élaborent des stratégies de vie ou de positionnement socio-économique, voire politique comme illustré lors de l'enrôlement des électeurs et de l'élection des députés nationaux ou provinciaux en 2006 et en 2011. On s'enrôle chez soi et on choisit son député national au sein de sa tribu ou de son ethnie. C'est dans ce schéma que s'est construit et que se consolide le nationalisme congolais.

BBL

Lisez et faites lire
La République

Chronique

Heureux, les invités à la table du... seigneur !

Après avoir été consultées par le Camerounais Edem Kodjo, la classe politique et la société civile sont invitées très prochainement à participer au dialogue politique initié par le chef de l'Etat Joseph Kabila, à l'effet de solutionner certains problèmes de l'heure. Il s'agit notamment des élections que tout le monde veut libres, transparentes et apaisées, qui, depuis peu, ne permettent pas aux candidats politiques et autres membres de la société civile de dormir d'un sommeil de saint. A en croire le facilitateur, le comité préparatoire de ces assises sera connu ce week-end. S'en suivront les participants et l'ordre du jour.

Au cours de ces assises, il y aura, certes, à boire et à manger. Le buffet le plus attendu serait, selon des indiscrétions, la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale dirigé par un Premier ministre issu de l'opposition, des vice-premiers ministres, ministres et vice-ministres qui auront à préparer les élections pendant trois ans. Et ce, avec ce risque de noter que, très souvent,

trop de cuisiniers gâtent la soupe. Il suffit ici de se remémorer et d'évaluer les actions du monstrueux gouvernement de 1+4, sorti

A la table du seigneur, les participants sont conviés à manger copieusement tout ce qu'il leur sera présenté. Mais il leur est interdit de toucher aux fruits défendus : la Constitution et la date de la présidentielle et la législature nationale.

de l'imaginaire de Thabo Mbeki, pour s'en rendre compte. Les parties en conflits s'étaient partagé le gâteau, puis rien ! Après les élections de 2006 que tout le monde voudrait hyper-démocratique, ceux qui avaient pris des gabelles prônaient le recours aux manœuvres de couloir auxquelles ils sont habitués. A la table du seigneur, les participants sont conviés à manger copieusement

tout ce qu'il leur sera présenté. Mais il leur est interdit de toucher aux fruits défendus : la Constitution et la date de la présidentielle et la législature nationale.

Plusieurs acteurs de la société politique et de la société civile tiennent à prendre part à ces travaux. Car, pour eux, c'est « Je dialogue, donc je suis ! ». Cependant, les radicaux de l'opposition, dont la fragmentation chronique inquiète, refusent d'y participer. Au motif que cela constituerait à faire le lit du régime en place.

BBL

Thermoflash



Dialogue politique

Le comité préparatoire attendu ce week-end

Le facilitateur du dialogue politique en RDC, le Togolais Edem Kodjo aurait décrié le climat politique au cours de sa première conférence de presse animée au siège de cette structure situé dans l'immeuble Serkas sur le Boulevard du 30 juin, non loin de la place Batetela. A cette occasion, il a annoncé la mise en place du Comité préparatoire du dialogue cette fin de semaine. Selon Edem Kodjo, le comité préparatoire décidera du lieu et de la date du dialogue politique.

Le facilitateur de l'Union africaine a souhaité que ce dialogue, qui doit durer deux semaines soit inclusif. Par conséquent, il a invité tous ceux qui hésitent encore à prendre contact avec son bureau pour leur participation à ces assises. Edem Kodjo, s'est engagé à respecter la Constitution de la RDC et le délai constitutionnel avant d'appeler les Congolais au « réalisme compte tenu du

temps qui reste à courir ». Cependant, il a indiqué avoir besoin « d'un peu de temps » pour consulter ceux qui sont encore opposés à ces assises. Il a déclaré à la presse : « J'ai encore besoin d'avoir un peu de temps pour consulter même ceux qui ne sont pas chauds pour démarrer le dialogue avec nous parce qu'en tout en état de cause, ils auront leur place parmi nous parce qu'il y a un dialogue inclusif. Dès qu'ils auront exprimé le besoin de venir s'asseoir avec nous, on travaillera tous ensemble. » Edem Kodjo avait fait allusion au MLC et à d'autres partis politiques avec qui il s'était entretenu deux jours plus tôt dans son cabinet.

Par ailleurs, Edem Kodjo s'est dit heureux de constater que l'Union pour la Démocratie et le Progrès (UDPS) a marqué son accord pour sa participation à ce dialogue et a affirmé avoir rencontré son président national, Etienne Tshisekedi à

Bruxelles, en Belgique. Il a encore fait savoir qu'avant de venir en RDC, il avait reçu une délégation conjointe Majorité-UDPS à Paris.

Peu après la conférence de presse d'Edem Kodjo, le bureau du facilitateur était pris d'assaut par des délégations de plusieurs partis et formations politiques venues déposer leurs dossiers. Dans le camp des anti-dialogue, l'on signale de vifs débats internes pour qu'ils ne soient pas « les victimes d'un nouvel élan politique en vue de régler les problèmes liés aux prochaines élections en RDC ». D'autant que la communauté internationale à travers la résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que la Monusco soutiennent ce dialogue qui doit nécessairement respecter la Constitution de la RDC les dispositions constitutionnelles en rapport avec le calendrier électoral. Dossier à suivre !

Louis-Paul Eyenga

Après le G7, Moïse Katumbi s'entoure de nouveaux alliés

Après le soutien obtenu de G7 à sa candidature à l'élection présidentielle, une plate-forme politique qui avait fait défection de la Majorité présidentielle, Moïse Katumbi vient de recevoir l'appui d'une nouvelle plate-forme électorale composée des parlementaires et personnalités de haut rang issues de l'Opposition politique.

Selon plusieurs sources concordantes, ces personnalités se sont retrouvées dernièrement à Kinshasa en vue de s'accorder sur la candidature commune de Moïse Katumbi. Après une réunion à Kinshasa, une seconde rencontre a eu lieu dans la capitale le samedi 9 avril dernier. Ces personnalités membres de l'Opposition ont adhéré à une nouvelle structure en gestation destinée à appuyer la candidature de l'ancien gouverneur de l'ancienne province du Katanga.



Il s'agit de Franck Diongo du MPL, de Delly Sesanga de l'ENVOL, de Jean-Claude Vuemba du MPCR, de José Makila de l'ATD et élu gouverneur du Sud-Ubangi. Un député du RDC/KML a reçu mandat de représenter le président de ce parti, Antipas Mbusa Nyamuisi, Jean-Lucien Busa, Jean-Claude Muyambo, président de CODE et de Moïse Moni Della, ancien secrétaire général du RCDN et ténor

de Soutien à Etienne Tshisekedi (SET).

Cette deuxième plate-forme de soutien à la candidature de l'ex-gouverneur de l'ancienne province du Katanga, Moïse Katumbi, à la prochaine élection présidentielle en RDC conforte ce dernier d'autant que tous ceux qui la composent sont des personnalités dont la notoriété et la popularité sont incontestables et indéniables.

Louis-Paul Eyenga

Le Premier ministre Matata au sommet sur l'Éducation à Washington

Un communiqué de la Primature signale que le Premier ministre Augustin Matata Ponyo effectue, du 12 au 16 avril 2016, une mission à Washington DC, aux Etats-Unis d'Amérique où il prend part au sommet international dédié à la mobilisation des fonds en appui au secteur de l'éducation. C'est sur invitation personnelle de M Gordon Brown, Premier ministre honoraire du Royaume-Uni et représentant spécial du secrétaire général des Nations-Unies pour l'Education que le chef de l'exécutif congolais participe à ce forum.

Augustin Matata Ponyo mettra à profit son séjour dans la capitale fédérale des Etats-Unis d'Amérique pour rencontrer les responsables, aussi bien de la Banque mondiale (BM) que du Fonds monétaire international (FMI) pour des échanges bilatéraux sur les programmes de développement de la RDC et la situation économique générale.

Il sied de signaler que cette dernière rencontre ne s'inscrit pas dans le cadre d'une mission officielle de conclusion d'un programme formel avec les Fonds monétaire international.

LPE

Le gouvernement révoque certains agents de l'Etat et relance la traque contre les « Kuluna »

Au cours de la neuvième réunion extraordinaire du Conseil des ministres qui s'était tenue lundi 12 avril dernier sous la présidence du Premier ministre Matata Ponyo, plusieurs importantes décisions ont été prises. Il s'agit notamment l'adoption de deux projets de décrets portant révocation ou démission des cadres des services publics de différents ministères et de la poursuite de l'opération de traque des « Kuluna ».

S'agissant de la révocation ou de la démission des agents de l'Etat, les deux projets d'ordonnance adoptés concernent des cadres de commandement et des agents de carrière du ministère des Finances, tandis que les sujets du décret concernent des agents de collaboration dudit ministère et de celui du Portefeuille. Toutes ces propositions ont été présentées par le Ministre de la Fonction publique. Le conseil a, en outre adopté un projet d'arrêté portant réhabilitation de quelques agents de carrière des services publics de l'Etat du ministère des Affaires étrangères et coopération internationale mis à la disposition du Ministère de la Fonction publique par arrêté ministériel numéro 130/002/2011 du 28 mars 2011.

En ce qui concerne la poursuite de l'opération de traque des « Kuluna » sous une nouvelle dénomination, le Conseil des ministres a souligné qu'elle sera mise en œuvre en s'en tenant au strict respect des dispositions arrêtées à ce sujet ! Un commandement opérationnel autonome sera établi avec des moyens humains, logistiques et une infrastructure adéquate. Le Conseil des ministres a souligné également que des procédures judiciaires de flagrance seront mises en œuvre et des chambres spéciales des tribunaux pour enfant seront créées dans le cadre de cette opération.

Le Conseil des ministres a recommandé, en outre, la systématisation des évaluations par l'inspection générale de la PNC à l'issue de chaque opération de grande envergure ainsi que la mise en place des unités de police de proximité sur l'ensemble du territoire national.

Le ministre de l'intérieur et sécurité, Evariste Boshab a rappelé que l'opération policière dénommée « Likofi » avait été inscrite dans un double contexte de mise en œuvre d'une opération de sécurité publique de grande envergure d'ajustement aux principes de base de la nouvelle doctrine de la police de proximité.

LPE

La République, une somme d'infos brutes et améliorées pour le meilleur de tous et contre le pire de personne.

Dossier Biac

Le gouverneur de la BCC échappe à l'interpellation

La situation de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC), qui a récemment connu une crise de liquidité, n'a plus été débattue mercredi à l'Assemblée nationale comme prévu. Jean-Lucien Bussa, auteur de la question orale avec débat au gouverneur de la Banque centrale du Congo absent du pays, dit

faire confiance au bureau de l'Assemblée pour organiser ce débat.

«La théorie du cadre macroéconomique qui est en vogue actuellement doit être mise en balance avec la fragilité du système financier. Je ne peux pas comprendre qu'une économie qui croît chaque jour puisse avoir un système financier

aussi fragile. Et vous observez les effets déjà : le taux de change qui est de plus en plus mauvais», a déclaré Jean-Lucien Bussa.

Pour Jean-Lucien Bussa, la BCC qui a aussi pour rôle de protéger l'épargne publique, est en partie responsable des difficultés qu'a récemment connues la BIAC. LR/RO

Près de 38 millions d'unités de compte de FAD au projet PADSP-CE

Le Fonds africain de développement a débouqué une somme de 38 millions d'unités de compte en faveur du Projet d'appui au développement du secteur privé et à la création de l'emploi, a annoncé le coordonnateur de la direction du secrétariat des Fonds de contrepartie, Dieudonné Boenga, au cours d'un entretien mercredi avec l'ACP.

Selon M. Boenga, ce projet a pour objectif, de promouvoir le développement du secteur privé et l'entrepreneuriat pour une croissance inclusive et génératrice d'emplois durables. Il vise également la promotion de l'émergence des petites et moyennes entreprises, l'employabilité des jeunes et l'autonomisation économique des femmes.

PADSP-CE, comprend en son sein trois composantes, notamment la consolidation du climat des affaires et des institutions de promotion et d'appui au secteur privé.

Dans cette composante du projet, le PADSP-CE poursuit les efforts engagés visant à consolider le climat des affaires par le renforcement des capacités institutionnelles et le soutien à la mise en œuvre des activités du comité permanent du climat des affaires et des investissements (CPCAI). Il poursuit également le renforcement des capacités du guichet unique pour la création des Entreprises (GUCE) à Kinshasa et son déploiement à Lubumbashi, Kisangani, Matadi, Goma, Kananga et Mbuji-Mayi. Il veut aussi appuyer les structures de soutien et de

promotion du secteur privé par la consolidation des structures de soutien et de promotion du secteur privé (ANAPI et OPEC).

La promotion d'un solide partenariat Public-Privé (PPP), le renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de l'Industrie et des PME sans oublier la préparation de sa stratégie nationale, figurent également parmi les objectifs visés.

La deuxième composante concerne, l'éclosion du secteur privé pour une croissance soutenue et génératrice d'emplois durables. Elle vise l'émergence des compétences pour soutenir la croissance et l'employabilité des jeunes par le soutien au développement des PME ainsi que la gestion et la coordination dudit projet.

ACP

Les activités économiques paralysées à Mbuji-Mayi faute d'électricité

Les activités économiques dans les divers secteurs, sont paralysées depuis le week-end passé à Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai Oriental par manque du courant électrique. Les chambres froides qui s'occupent du commerce des vivres frais ont du mal à fonctionner sans énergie électrique, soutenant que l'usage des groupes électrogènes entraîne l'augmentation des prix des vivres frais comme le poulet, les poissons frais et autres généralement très consommés par la population.

Les tenanciers des débits des boissons s'inquiètent eux aussi du fait que leurs terrasses soient désertées par manque de produits frais exigés par en cette période



de forte chaleur observées dans la ville de Mbuji-Mayi.

Les propriétaires des cabines et autres shop qui s'occupent de la charge des batteries des cellulaires voient leurs activités en baisse. L'absence du courant électrique dans la ville de Mbuji-Mayi depuis le samedi est causée par

l'inondation de la salle des machines de la centrale hydro électrique de Tshiala, suite aux pluies qui se sont abattues la semaine passée dans la ville de Mbuji-Mayi. La société Energie du Kasai (ENERKA) rassurent ses clients que la situation sera rétablie dès la fin des travaux. ACP

Huit forgerons du Kongo central formés à la fabrication des silos métalliques

L'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) a organisé une formation pratique sur la fabrication de silos métalliques hermétiques d'une durée d'un mois en faveur de huit forgerons représentant les groupements des producteurs et gestionnaires d'entrepôts ainsi que des inspections de l'agriculture, pêche et élevage et du développement rural dans la province du Kongo Central.

Le porte-parole de l'équipe-pays des Nations Unies, Mme Florence Marshall qui a livré l'information mercredi, au cours du point de presse hebdomadaire de la MONUSCO, a indiqué que la formation a porté sur la nouvelle technologie de stockage des grains et s'inscrit dans le cadre du projet « d'intégration des initiatives de réduction des pertes alimentaires pour les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier ».

Organisée à l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP), cette formation a été financée par le gouvernement suisse, et mis en œuvre par la FAO, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le programme alimentaire mondial (PAM) dans les provinces du Kongo Central et du Kwilu. A l'issue de cette formation, il est prévu que chaque forgeron fabrique 25 silos pilotes, pour qu'à leur tour ils forment d'autres artisans dans leur territoire d'origine. ACP

Exploitation forestière en RDC: des ONG appellent à un maintien du moratoire

Une coalition d'organisations congolaises de défense de l'environnement a appelé mercredi à Kinshasa le gouvernement congolais à maintenir son moratoire sur l'attribution des nouvelles licences d'exploitation forestière industrielle en République démocratique du Congo.

«Nous vous demandons de ne réserver aucune suite favorable à toute levée du moratoire qui [risque de favoriser] l'exploitation forestière illégale», écrivent les ONG membres du Réseau des ressources naturelles (RRN) dans un message adressé au Premier ministre Matata Ponyo et transmis à l'AFP à l'occasion d'une conférence de presse.

Début mars, le ministre de l'Environnement congolais, Robert Bopolo, avait déclaré que les autorités comptaient «rouvrir [le] dossier [de la fin du moratoire] dans l'intérêt [financier] de la République».

Dans son message au Premier ministre, le RRN estime au contraire que la RDC n'a rien à gagner à ouvrir la voie à l'attribution de nouvelles concessions d'exploitations forestières industrielles, mais que la sauvegarde de ses forêts pourrait entraîner des bénéfices économiques.

Le Réseau rappelle les engagements en faveur de la lutte contre la déforestation pris par le pays à l'occasion de la dernière conférence des Nations unies sur les changements climatiques, à Paris en décembre.

«Nous ne sommes pas contre l'exploitation forestière, mais commençons par mettre de l'ordre dans ce secteur», dont plusieurs ONG internationales et congolaises, dénoncent régulièrement le manque de transparence, a déclaré à la presse Joseph Bobia, porte-parole du groupe.

En visite à Kinshasa en mars, la ministre française de l'Environnement, Ségolène Royal, avait annoncé travailler pour aboutir à des «compensations» en faveur de la RDC pour ses efforts de protection forestière.

La RDC abrite plus de 60% des forêts denses du Bassin du Congo, deuxième massif forestier tropical de la planète après l'Amazonie, avec une biodiversité très riche.

Néanmoins, l'absence de développement, de services publics dans de nombreux coins du territoire et les conflits armés qui déchirent depuis plus de vingt ans la partie orientale du pays sont à l'origine d'une forte pression sur les ressources naturelles congolaises, en particulier la forêt.

AFP

Lisez et faites lire
La République

Kintambo

L'on réclame la réhabilitation du Départ VI de la cabine Kintuadi

Les habitants du quartier Salongo de la commune de Kintambo se plaignent de la disparition, depuis 2008, du Départ VI de la cabine Kintuadi située non loin du rond-point magasin. Et ce, faute d'un câble de 400 mètres endommagé en plusieurs endroits et que la Snel n'arrive pas à remplacer. Par conséquent, le quartier est soumis à un régime de délestage qui fâche de plus en plus les habitants qui ne savent plus à quel saint se vouer. « *Quelques fois, on nous alimente du courant électrique vers 22 ou 23 heures. A 5 heures du matin, on nous déleste. Beaucoup d'entre nous ne s'en rendent même pas compte, tellement que cela arrive très rarement et à l'improviste. La Snel nous rend la vie très difficile* », indique Amerlock Diazola, un habitant du quartier Salongo.

A en croire les habitants dudit quartier, le Départ VI a



été détruit par le chef de la cabine Snel, au fait que c'est lui qui aurait branché une boulangerie, une chambre froide ainsi qu'un super marché situés non loin du rond-point magasin. Ce serait ce branchement qui aurait endommagé le câble.

Pour pallier à ce problème du courant dans le quartier Salongo, le PCA de la Snel, du temps qu'il habitait ledit quartier, aurait tiré du courant de la cabine du Cinquanteaire pour juste alimenter l'avenue où se situait sa résidence. « *La puis-*

sance de la petite cabine ne peut pas supporter la charge de tout le quartier », a indiqué Assan, responsable de la cabine du Centenaire.

Le souhait des habitants du quartier Salongo est que la Snel remplace le câble du Départ VI long de 400 mètres pour pouvoir les alimenter en courant électrique, pendant que le transformateur est encore en bon état. Cela épargnerait le calvaire qu'ils endurent depuis 2008.

Lucie Moleka /Stg-Ifasic

Mœurs congolaises en perdition

Quand les jeunes kinois excellent dans des comportements déplorables

Depuis un paquet de temps, il est patent de constater que des jeunes kinois, tous sexes confondus, affichent des comportements on ne peut plus déplorables qui portent à indiquer que la jeunesse est plongée dans une délinquance inquiétante. Cela est évident dans les quartiers résidentiels, les milieux universitaires, les églises, etc. Des comportements jamais connus dans les années antérieures.

En effet, les jeunes kinois se lancent, à corps perdu, dans tout ce qui est à la mode. Jours et nuits, écouteurs aux oreilles, ils naviguent allègrement dans les réseaux sociaux : Facebook, Tweeter, You Tube, Whastapp... Et ce, avec des téléphones intelligents, tels les Smartphones, androides et autres marques de hautes gammes de Motorola, Samsung, Nokia, hTc, BlackBerry, Huawei, etc. Des tablettes très coûteuses, qui excitent les jeunes gens. Chacun voudrait en avoir à tout prix. Pas seulement pour communiquer et fouiller dans l'Internet, mais surtout pour snober. Et pour ce faire, ces derniers recourent à toutes les fourberies. Les garçons truandent leurs parents, les filles n'hésitent pas à plonger, corps et âmes, dans la prostitution, car, concurrence oblige. Il faut être dans le temps, dans la mode, indique-t-on dans les milieux des jeunes kinois.

Un autre phénomène qui caractérise ces derniers, c'est le fait de se retrouver dans des bistrotts, terrasses et autres débits de boissons, où ils se lancent dans des concurrences de consommation de boissons alcoolisées. Pour faire les m'as-tu-vu, ils interdisent aux servants de débarrasser leurs tables archi-comblées des bouteilles vidées à la va-vite. Question de démontrer qu'ils ont beaucoup plus consommé, démontrant ainsi qu'ils ont des portemonnaies bien garnis. Il suffit d'aller faire un tour à Bandal/Blocs, à Lemba-Super, au « couloir Kimbuta » à Ndjili II, à Kalamu/Matonge, etc. pour s'en rendre malheureusement compte. Parmi ces jeunes qui s'emploient à se saouler à la bière et aux cocktails puissants fabriqués à Limete industriel et Kingabwa, très connus sous le nom de « zododo », et ce sous une ambiance de musique réglée au maximum, on note des étudiants des différentes institutions universitaires de la place, ainsi que des mineurs. « Ces jeunes gens se permettent de consommer, chacun, plus de cinq bières. En plus, ils grillent la cigarette à tout moment, malgré la canicule qui caractérise la ville depuis plus de deux mois. C'est scandaleux ! On se demande quand est-ce qu'ils revoient leurs notes, ces élites de demain », indique un père de famille.

Outre ce fait inquiétant, l'on note, par ailleurs, l'accoutrement des jeunes kinois. A l'effet de se faire voir, ces derniers s'emploient à s'habiller comme des stars de la musique américaines en plein tournage des clips de leurs albums : képis, grosses lunettes noires, grosses montres, grosses chaînettes, grosses gourmettes, baskets, T-shirts, singlets, grosses culottes, pantalons baissés jusqu'aux fesses, etc. C'est l'époque du flashions, pour ne pas paraître ringard. Chez les filles, c'est pareil avec les pantalons communément appelés « kata fumbwa », de marque Jeans déchirés presque partout, montrant des parties du corps. Il en est de même des robes courtes qui mettent les cuisses royales à la portée de tous les regards. Aussi des pantalons, culottes, bodys et autres justaucorps trop serrés pour faire sexy. « C'est le monde à l'envers. Satan est rentré dans l'habillement. Ce que nos filles mettent aujourd'hui comme habits, ce n'est autre qu'une invitation à la prostitution, au viol... », s'exclame une maman.

A tout prendre, nombreux sont des parents et observateurs qui concluent que tout est le fruit de l'influence, de l'entourage, de manque d'éducation, etc. Il est, en effet, vrai que certains parents n'arrivent plus à contenir leurs enfants dévoyés par les medias audio-visuels ainsi que des amis peu recommandables. Ces enfants qui voudraient vivre à fond leur temps s'en défontent vigoureusement jusqu'à désarmer leurs parents. Surtout ceux qui ont abandonné les études à mi-chemin et qui vivent de petits jobs. L'avenir du pays est donc en danger.

Il y a de quoi appeler les parents à faire fort face à cette situation que d'aucuns qualifient de désastreuse. Car c'est à eux que revient la première charge de l'éducation. La société, à travers les écoles et les autorités urbaines, devrait prendre des mesures légitimes et solides pour pouvoir éponger tous ces phénomènes qui caractérisent la vie des jeunes kinois. Il est tout à fait vrai que la démocratie garantit la liberté de chacun des Congolais. Mais il est aussi vrai que cette liberté a ses limites. La moralité et les bonnes mœurs doivent être renforcées et défendues par les autorités publiques.

Naomie Kamuanya/Stg-Ifasic

Insalubrité

Le Marché central de Kinshasa se conforte d'une poubelle archipleine

Ça sent très mauvais à la poubelle du Marché central de Kinshasa située entre l'avenue du commerce et l'Hôpital de référence ex-Mama Yemo. C'est depuis un bon temps que cette poubelle n'est plus vidée par les services de l'Hôtel de ville, à tel point que les immondices font déjà concurrence de taille avec des immeubles environnants. Ces immondices en putréfaction, composées de sachets, de bouteilles en plastique et de saletés de tous genres, auront déclenché la prolifération des moustiques, mouches, rats et bien d'autres bestioles qui écumant cette poubelle. Plus, depuis peu cette dernière exhale des odeurs nauséabondes qui somment les vendeurs, les acheteurs et les passants à se pincer durement les nez.

« *Nous passons toute la journée ici dans cette atmosphère. Beaucoup parmi nous ont été victimes des maladies causées par les pourritures qui débordent de*



cette poubelle. Malgré nos cris, personne ne réagit du côté de ceux qui gèrent le marché », déclare Thété Mampia, une vendeuse.

A en croire des sources, l'accumulation des immondices dans cette poubelle est partie dès la fin, en août

2015, de contrat signé avec l'Union européenne. Faute de moyens conséquents, le vidage de cette décharge se fait très irrégulièrement, plombant ainsi tout l'environnement.

Lucie Moleka /Stg-Ifasic

Cafardé ? Sous informé ? ...
Beuh, il y a une solution :
Larépubliquez – vous !!!
Service vente et abonnement.
Tel : (+243) 81 50 11 886, (+243) 99 74 40 728

Kasa-Vubu

A cause du délestage, un homme se voit couper une main par des Kuluna

La politique du délestage pratiquée par la Snel continue à faire des victimes parmi la population de la ville de Kinshasa. Le mardi 5 avril 2016 dernier, un homme répondant au nom de Roger Lemba, habitant sur l'avenue Lisala, quartier Oni, dans la commune de Kasa-Vubu, s'est vu attaqué vers 22 heures dans l'obscurité par des bandits communément appelés Kuluna. Alors qu'il revenait d'un bistrot situé non loin de sa résidence où il est allé prendre un verre pour se désaltérer. Ces Kuluna lui ont coupé une

main à la machette, après lui avoir dépouillé de son téléphone portable et son porte-monnaie.

Les habitants dudit quartier accusent la Snel d'entretenir cette situation qui profite aux bandits armés. Pour eux, ce cas de criminalité n'est pas le premier. Plusieurs autres paisibles citoyens ont déjà été victimes de ce phénomène que les autorités publiques peinent à éradiquer.

« La pratique du délestage par la Snel se fait systématiquement pour protéger les cabines et câbles d'alimentation contre la surcharge et

les pannes provoquées par des consommateurs », indique un agent de la Snel.

Les habitants du quartier Oni en appellent à l'amélioration du réseau de distribution de la Snel, à l'effet de mettre fin au délestage ou de le réduire. Une pratique avantageuse pour la protection du matériel de cette entreprise de l'Etat, mais qui favorise le banditisme armé que la police nationale n'arrive pas à contenir malgré les différentes stratégies mises jusque-là en œuvre.

Marielle Mbey /Stg-Ifasic

Kalamu : les habitants du quartier Yolo-Sud interpellent la Snel

Les habitants du quartier Yolo-Sud dans la commune de Kalamu se plaignent de l'instabilité du courant électrique dans leur quartier. Ce coin de la capitale est pénalisé par la Société nationale d'électricité (Snel) à cause, entre autres, du délestage et du manque de courant dû à la vétusté des câbles électriques.

« Nous avons des difficultés pour travailler. Nous achetons chaque jour des carburants qui coûtent 7.000 FC afin d'alimenter notre

groupe électrogène. C'est ainsi que nous dépensons plus et pourtant nous ne gagnons presque rien », a déclaré M. Héritier Lukoji, monteur numérique dans un cybercafé du quartier.

« L'installation d'une cabine peut avoir une puissance qui se trouve dans le transformateur, si la charge installée de la cabine est inférieure à celle des abonnés. C'est par là qu'ils subiront le délestage », a dit M Faustine Lusukamu, chef d'agence de la Snel du quartier Yolo-Sud, qui a ajouté : « En plus

de cela, la Snel cherche à réunir les moyens auprès du gouvernement congolais pour installer les cabines dans chaque quartier de la capitale et faire assainir les réseaux électriques de la Snel, en commençant par le Rond-point Ngaba et sur l'avenue de l'Université. Mais la réhabilitation matérielle de ce projet dépend de la rapidité de notre gouvernement à répondre à notre appel ».

Grâce Liyanza-Yotshi (Stagiaire/IFASIC)

Masina : la route Kulumba en pleine réhabilitation

Dans le cadre de la politique de cinq chantiers et de la Révolution de la modernité préconisée par le président de la République, Joseph Kabila, l'avenue Kulumba dans la commune de Masina a été retenue et programmée pour les travaux de sa réhabilitation. C'est ainsi qu'il y a plus de 4 ans que ces travaux sont butés à des difficultés d'ordre financier.

En effet, l'avenue Kulumba est une route qui part du quartier III de la commune de Masina, à partir de la route SIFORCO, en passant par le quartier II pour atteindre le quartier Bitabe. Elle est bouchée à un certain niveau à cause des constructions anarchiques que l'Etat ne parvient à interdire ! La partie de l'avenue Kulumba à construire pour une durée de 18 mois est longue de

2 Km, à partir de la route SIFORCO en passant par BKTF au niveau de la maison communale de Masina pour aller vers le quartier Mapela.

Le maître de l'ouvrage est l'Office de voirie et drainage (OVD) qui est en partenariat avec la société privée Malta Forest, alors que le gouvernement provincial en est le financier ! M. Jean-Marie Kalambayi, le technicien qui dirige l'ouvrage rencontré sur le chantier a déclaré que les travaux évoluent très bien et qu'il n'a aucune contrainte sur le plan matériel et financier. Cependant, les difficultés rencontrées

sont d'ordre environnemental et technique. En effet, sur le plan environnemental, la population continue à déposer les immondices sur les routes et les petits commerçants étalent leurs marchandises à même le sol ou sur la voie publique.

Sur le plan technique, les tuyaux de la Régideso ainsi que les câbles de la Snel doivent être déviés et constituent les handicaps qui empêchent les travaux d'évoluer normalement et nécessitent la collaboration de ces deux sociétés citées ci-haut !

Maria Mubenga (Stagiaire/IFASIC)

La République, une somme d'infos brutes et améliorées pour le meilleur de tous et contre le pire de personne.

Makala : le phénomène « Kuluna » demeure un danger permanent

Depuis quelques temps, le phénomène « Kuluna » a pris des dimensions inquiétantes dans le quartier Kwilu de la commune de Makala. Ce phénomène constitue un danger pour la sécurité des personnes et de leurs biens. Issues des familles pauvres, les jeunes communément appelés « Kuluna » et des shégues sèment la panique et la désolation au sein de la population. Munis de bouteilles, manchettes, couteaux et autres armes blanches, les « Kuluna » n'hésitent pas un seul instant pour attaquer ou ravir les biens appartenant à des paisibles citoyens.

« A en croire quelques habitants, ce phénomène Kuluna place la population dans l'insécurité qui, de temps en temps, assiste impuissante devant les actes de barbarie et de criminalité posés par ces hors-la-loi, en profitant de l'obscurité qui s'est installée dans le quartier », a déclaré Miller Luyindula, un habitant de ce quartier.

Alors que des stratégies sont nombreuses pour éradiquer ce phénomène, mais parmi elles, figure, le bouclage pour arrêter ces « Kuluna » qui doivent être transférés dans des maisons de détention disséminées à travers le pays. Comme l'avait fait, il y a plusieurs années, l'ancien ministre de la Justice Luzolo Bambi. C'est seulement de cette manière que le gouvernement peut arriver à combattre le mal qui menace les habitants du quartier Kwilu de la commune de Makala.

Grâce Liyanza-Yotshi (Stagiaire/IFASIC)

Interview

« Le port de faux cils, une nouvelle pratique de beauté appréciée par les Kinois »

Mme P Mbuyamba

Pour avoir un regard très langoureux rien n'est plus simple que le port de faux cils chez les filles kinois. Cette pratique est de plus en plus appréciée par les jeunes filles branchées ou huppées de la capitale en quête d'un éclat. Cependant, cela représente un danger permanent pour les yeux.

Nous nous sommes entretenus, à ce sujet, avec Mme Patience Mbuyamba, esthéticienne de formation et patronne d'un salon de coiffure dans la commune de Kinshasa, pour plus de précisions sur cette question.

LR : Que signifie le maquillage ?

PM : On appelle maquillage l'ensemble des produits cosmétiques pour l'embellissement du visage, de la peau et la modification des traits du visage et du corps.

LR : Les faux cils font-ils partie du maquillage ?

PM : Oui, parce qu'ils servent à modifier un trait du visage ; particulièrement les yeux !

LR : Combien y a-t-il de sortes de faux cils ?

PM : Cela dépend de l'effet que vous souhaitez obtenir : discret, très glamour ou carrément original. Si vous préférez le look classique, vous pouvez opter pour une paire de faux cils dont la frange, pas trop longue, suit la forme naturelle de vos yeux. Si vous avez envie d'un effet plus sophistiqué, vous choisissez de faux cils à la frange dense et biseauté. Ce type de faux cils est parfait pour le maquillage « Smokey eyes » ou encore si vous désirez agrandir votre regard afin d'obtenir un look hors du commun, vous pouvez tourner vers les faux cils pailletés en plume ou avec des diamants.

LR : Vous êtes esthéticienne de formation, encouragez-vous cette pratique ?

PM : Le port de faux cils en soi n'est pas mauvais, mais l'exagération pose problème au fil du temps !

Propos recueillis par Rachel Ashimba (Stagiaire/IFASIC)

Selon l'ACAT

La prison centrale de Makala est surpeuplée

Le Directeur du cabinet du ministre de la Justice et garde sceaux qui a procédé le week-end dernier au centre Wallonie Bruxelles dans la commune de la Gombe au baptême du " Guide sur les garanties judiciaires du détenu ", a salué l'initiative, laquelle pour l'intervenant cadre parfaitement avec l'action du gouvernement de la RDC tendant à l'humanisation des conditions carcérales.

Pour le président national de l'Action Chrétienne pour l'Abolition de la Torture (ACAT), auteur de cet ouvrage, la prison centrale de Makala selon les chiffres de plus de 7000 détenus avancés par les autorités pénitentielles, connaît une situation de surpeuplement avéré, laquelle pour Bernard Katumba Intite, contraint les prisonniers aux conditions proches de la torture.

L'orateur a par la suite souligné le bienfondé de ce Guide sur les garanties judiciaires du détenu, lequel entend concourir à la réduction du nombre de détenus devenu pléthorique dans les institutions carcérales. Selon l'auteur, ce livre de 16 pages destiné aux professionnels judiciaires, au personnel pénitentiel, aux intervenants en milieu carcéral (membres des organisations de la société civile, travailleurs sociaux, religieux) et à tous les citoyens s'interrogeant sur les droits du prisonnier, le document décrit l'intégralité du parcours d'un détenu depuis son inculpation par le juge d'instruction jusqu'à sa mise en Liberté. Il sert aussi d'outil de vulgarisation, qui permet aux lecteurs de savoir que, la détention préventive est abusive si la peine encourue est comprise entre 7 jours et 6 mois, et que les conditions de la

mise en détention préventive ne sont pas réunies : identité connue, absence de risque de fuite de l'inculpé, absence de risque de menace de la sécurité (art 27 du CPP).

En plus, la détention préventive est abusive si la peine encourue est d'au moins 6 mois et que les conditions de la mise en détention préventive ne sont pas réunies : absence d'indices sérieux de culpabilité (art 27 du CPP). Il en est même de l'inculpé qui n'a pas été entendu (art 28 du CPP). Toujours selon l'ouvrage, la détention préventive est abusive, en cas de l'absence de l'ordonnance de placement rendue par le juge de paix (art 31 du CPP) et aussi en cas de défaut de motivation de l'ordonnance de maintien en détention préventive (art 31 du CPP) et le cas de dépassement des délais légaux (art 31 du CPP).

Gaston Liande

Félicien Soki Mikanda relance l'Unimat

C'est le dimanche 10 avril dernier que les habitants de la commune de Matete qui se réunissent au sein de l'Unité Matetoise (Unimat) ont assisté à la cérémonie marquant la relance de cette association qui a passé plusieurs années à vide.

Plusieurs autorités et personnalités ont marqué de leur présence à cette cérémonie. Il s'agit de : Denis Kambayi, Ministre de la Jeunesse, Sport et Loisir, M. Bayllon Gaibene, bourgmestre de la commune de Matete, des honorables députés nationaux et provinciaux Zacharie Bababaswe, Henriette Wamu, Deb's Malungeni, MM. Samuzulu, Mayalos, Biko, des notables de la dite commune, M July Dienda, Professeur José Kola Molakissi et tant d'autres.

Prenant la parole M. Bernard Nzinga, secrétaire général de cette association, a premièrement souhaité la bienvenue à toute personne présente à cette grande cérémonie et ensuite remercié le bourgmestre de la commune pour son implication personnelle à cette affaire qui est une affaire de tous les Matetois.

Après plusieurs années d'inactivité, Unimat revient pour répondre plus qu'avant à ce besoin de bonne communication et de solidarité à la manière d'une famille unie pour le meilleur et pour le pire. Elle se veut être aux côtés de population en cas de maladie et décès.

Elle se propose d'organiser un système des crédits pour ses membres et envisage de créer un cabinet médical qui permettra à ses membres de suivre leur état de santé et de se faire soigner en cas de maladie.

Cette association se met au service de la communauté de Matete pour des actions et des travaux d'intérêt collectif avec la participation de la population pour le bien-être commun. Elle s'engage aussi dans les activités d'éducation et de conscientisation de la population de Matete en vue de lui donner les bases indispensables d'une culture civique par rapport à l'idéal commun de la vie en société.

Pour la petite histoire, Unimat est une association sans but lucratif qui a vu le jour le 21 septembre 1993 sous l'initiative de PDG Félicien Soki Mikanda dit SOMIDA. Elle regroupe en son sein des habitants de la commune de Matete et ceux ayant une attache dans cette commune.

Pour sa nouvelle vision, Unimat comprend en plus des membres fondateurs, des membres adhérents individuels ou par la désignation.

A ce jour, Unimat compte plus de 1714 membres.

Beni Joël Dinganga

Le délabrement du croisement des avenues Luambo Makiadi et du Commerce menace d'enclaver la Gombe

On ne cessera jamais de dénoncer l'état de délabrement criant de nos routes à travers la ville province de Kinshasa. Depuis quelques temps, on se rend compte bientôt, il sera difficile d'accéder dans la commune de la Gombe à partir de l'avenue commerce si les autorités continuent à faire le sourd d'oreille devant cette situation.

Le délabrement des routes au niveau de l'avenue commerce y compris d'autres grandes artères comme les avenues Luambo Makiadi (ex Bokasa), Kasai menacent carrément d'enclaver cette prestigieuse commune.

Les voies qui mènent à

la commune de la Gombe sont aujourd'hui parsemées de crevasses, des nids de poules, des ordures qui sont fréquents dans les différents endroits rendant les voies complètement impraticables pour de nombreux usagers.

Au niveau de l'avenue du commerce, les artères qui les relient à la commune comme les avenues Bas-Congo, plateaux, Luambo Makiadi sont pratiquement délabrées au point qu'elles sont ponctuées de nids de poule, des ordures.

Il est dès lors difficile pour les conducteurs en provenance du district de la Tshangu, voire celui du Mont-Amba d'emprunter ces voies. La plupart des

conducteurs commencent à renoncer à emprunter ces voies. Ils ont peur même de s'aventurer dans cette voie délabrée pour ne pas détériorer leurs véhicules.

Cependant, les conducteurs audacieux sont contraints de l'emprunter en prenant tout de même l'option de contourner ce tronçon en passant par le poids Lourds pour ressortir au lieu de prendre le commerce jusqu'à l'avenue Kasa-Vubu.

Les usagers sans se lasser lancent à nouveau un cri de détresse aux autorités pour la réhabilitation de ces artères qui facilitent des gens à atteindre la Gombe à temps.

Alexis E.

**Cafardé ? Sous informé ? ...
Beuh, il y a une solution :
La République – vous !!!
Service vente et abonnement.
Tel : (+243) 81 50 11 886, (+243) 99 74 40 728**

Commune de la Gombe : Des restaurants de fortune foisonnent

Dans la ville de Kinshasa, depuis quelques temps, il est fait état du foisonnement des restaurants de fortune dans tous les coins de la capitale.

Ces restaurants qui concernent toutes les bourses, sont de plus en plus visibles dans la commune de la Gombe où des travailleurs des bureaux et des chômeurs se rencontrent pour commencer leur journée.

Dans ces endroits, note-t-on, les prix sont abordables pour toutes les bourses car on peut trouver des plats à 1000 FC, 2000FC. Ainsi, les prix proposés permettent à n'importe quelle bourse de se trouver de quoi manger. Avec un 2000FC, un client peut se procurer deux boules de fufu ou une quantité suffisante de riz à 500FC et des légumes au même prix plus un morceau de viande ou de poisson à 1000FC ou encore à ce montant d'avoir un plat de haricot avec du riz.

Un client rencontré dans un restaurant de fortune dans la commune de la Gombe dévoile les raisons qui le poussent à fréquenter cet endroit. Pour lui, ce restaurant leur permette de bien manger le matin pour éviter le grignotage et les sucreries qui nuisent à la santé.

En revanche, certains posent tout de même la problématique de l'hygiène ces types de restaurants.

Pour cette catégorie des personnes, les tenanciers de ces restaurants de fortune devraient éviter que les mouches volent autour des marmites qui servent à la cuisson voire sur le plat que le client mange. Cela est nuisible à la santé.

Très souvent, dans ces restaurants de fortune, lorsqu'une personne termine à manger, on plonge carrément son assiette dans un bassin d'eau sans même la laver convenablement et on sert à une autre personne avec la même assiette. Les risques de contamination des maladies dans ce cas sont plus qu'évidents.

De leurs côtés, des tenanciers de ces restaurants de fortune, souvent tenus par des dames, cuisinent avec des grosses casseroles à proximité des artères. Elles avouent qu'elles font des bonnes recettes avec ce commerce qui, selon elles, aide les kinois qui n'ont pas le temps de préparer à la maison ou encore n'ayant pas le temps de manger le matin à la maison de s'en servir.

Ces restaurants de fortune fonctionnent à l'air nu et les responsables de ces lieux ont un peu des moyens, les clôturent à l'aide des bâches ou des tôles et même des bois.

Alexis E.

N'en déplaie aux autocrates

Les Africains ont soif de démocratie

A lire l'histoire, l'on note que depuis l'aube es années 1990, le continent africain poursuit son chemin vers l'instauration de l'Etat de droit. Aujourd'hui, les défis restent nombreux.

Burundi après Burkina Faso, les crises politiques, ajoutées aux conflits armés qui ravagent le continent, se suivent sans se ressembler. Elles ont néanmoins en commun de révéler la grande fragilité de la constitution de la démocratie en Afrique. Progrès ou régression ? Verre à moitié plein ou à moitié vide ? Un quart de siècle après la vague de revendication démocratique déclenchée sur le cabinet après la chute du Mur de Berlin, dans un niveau contexte de forte croissance économique, il faut restituer ces soubresauts de la démocratisation dans une perspective plus large. La problématique de la stabilité a notablement évalué en Afrique. Dans la période des indépendances jusqu'aux années 1990, dominée par la Guerre froide qui faisait de l'Afrique un otage des rivalités est-ouest, la logique de stabilité a prévalu sur celle de la démocratisation. Elle a servi d'argument suprême pour faire l'impasse sur toute ouverture politique et pour protéger les systèmes de partis uniques et les régimes autoritaires. Aujourd'hui, ces systèmes politiques s'appréhendent dans un cadre de référence qui se fonde sur les critères de la démocratisation.

Les hommes forts, qui se croient tout permis au mépris de leurs peuples et des valeurs, n'ont plus la cote, et leur avenir n'est plus très promoteur. Même si ça et là on se plaint d'un déficit de leadership africain, inspiré d'un mélange de nostalgie de père des indépendances et des fantasmes ambigus sur un mythique modèle asiatique, on veut aujourd'hui retenir le principe que les chances d'obtenir de meilleurs résultats sociaux, sont proportionnelles au progrès de la gouvernance démocratique. Il y a là un consensus de bon aloi sur ce nouvel horizon vers lequel l'Afrique avance et enfin s'intègre pleinement dans la mondialisation.

Cette nouvelle approche traduit bien cette évolution qui inscrit les systèmes politiques africains dans le processus d'universalisation de la démocratie. Certes, la démocratie ne se décrète pas ; mais se construit progressivement, et en l'occurrence laborieusement : les avancées sont souvent moins visibles et moins lisibles que les accidents de parcours, crises électorales, coups d'Etat, manœuvres et manipulations juridiques et institutionnelles pour s'incruster au pouvoir et empêcher l'alternance, moteur de cette démocratisation. Pourtant, ces formes de résistance ont du mal à s'imposer.

Les normes sont passées

Ces dynamiques africaines s'inscrivent dans une tendance forte : celle de l'universalisation de la démocratie qui s'est développée depuis la fin de la Guerre froide et qui a favorisé l'essor d'une toile d'araignée normative, de plus en plus contraignante : résolutions et déclarations des Nations Unies, déclaration de Harare du Commonwealth, déclaration de Bamako de la Francophonie, dispositif de conditionnalité politique décidées par l'Union européenne et en pointe de la croisade démocratique, les engagements de l'Union africaine. Affirmées avec clarté dans les articles 3 et 4 de la Charte constitutionnel de l'Union, le respect des principes démocratiques et la primauté de l'Etat de droit sont consacrés dans la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, adoptée en janvier 2007 et entrée en vigueur le 15 février 2012. Les textes adoptés par les organisations sous régionales africaines complètent le dispositif. Les normes étant ainsi posées, c'est dans le respect et dans les modalités de leur application que résident les défis de la consolidation de la démocratie. Risa après crise, on mesure l'ampleur des difficultés qui restent à surmonter.

Premier défi : les élections ; seule source légitime du pouvoir et garantie de l'alternance. En trois décennies, les élections se sont généralisées sur le continent et les exemples de succès se multiplient. Les législations électorales se stabilisent. Les institutions électorales se développent et se perfectionnent. L'implication des acteurs nationaux et la participation des citoyens progressent. Il est encore, pour réduire les risques de crise politique dans de nombreux pays, à mieux garantir l'indépendance des institutions électorales et des juges des élections, à assurer la crédibilité des listes électorales, à pérenniser un financement transparent et suffisant, à mieux adapter et renforcer l'accompagnement international des processus électoraux africains pour en garantir la conformité aux normes internationales.

Deuxième défi : la stabilité constitutionnelle. Une nouvelle vague de constitution favorisant la consolidation de la démocratie s'est imposée depuis les années 1990. Désormais le strict respect de l'ordre constitutionnel et les conditions dans lesquelles se multiplient les révisions liées au nombre

et à la durée des mandats présidentiels, sont au cœur des dynamiques de résistance à l'alternance et deviennent des facteurs de crise.

Troisième défi : la consolidation des institutions de l'Etat de droit. Depuis la vague des ouvertures politiques et du renouvellement constitutionnel, on constate une prolifération institutionnelle censée le renforcer. Mais ces institutions manquent trop souvent de moyens, de capacités, d'indépendance et de crédibilité, et restent trop vulnérables aux pressions et aux manipulations.

Quatrième défi : l'indépendance et la crédibilité des systèmes judiciaires, socles de l'Etat de droit. Même si les réformes des systèmes judiciaires prolifèrent avec un appui notable des partenaires internationaux, les résultats sont encore très loin d'être convaincants.

Cinquième défi : les médias et la liberté d'expression. Des avancées incontestables ont été réalisées, favorisées par le progrès des technologies. Mais les médias africains restent fragiles et les journalistes vulnérables.

L'irruption des « forces vives » et des acteurs de la société civile dans le combat démocratique, en Tunisie, au Sénégal, au Burkina Faso ou au Burundi, par exemple, est sans conteste une dimension nouvelle qui ne peut que s'amplifier et venir contrarier les résistances autocratiques. Mais parallèlement, le nouveau contexte sécuritaire africain marqué par la menace terroriste et les secousses provoquées par les Printemps arabes remettent à présent sur le tapis le dilemme entre logique de stabilité et logique de démocratisation. Jusqu'où faut-il, sous prétexte d'impératif sécuritaire, sacrifier l'exigence de démocratisation ? Jusqu'où faut-il privilégier l'exigence de démocratisation et de bonne gouvernance sans risquer d'aggraver les risques d'insécurité et d'instabilité. Boendy BL

Santé

L'USAID à la conquête de la survie de la mère et de l'enfant



Radio Okapi/Ph. John Bompengo

L'Agence américaine pour le développement internationale (USAID) a lancé mercredi 13 avril à Kinshasa le programme « survie de la mère et de l'enfant ». Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts de l'agence pour lutter contre la mortalité maternelle et infantile en République démocratique du Congo (RDC).

Pour exécuter efficacement ce programme, l'USAID compte collaborer avec des organisations locales dont la société des pédiatres de la RDC. Selon le président intérimaire de cette organisation des pédiatres, le Dr Luc Kamanga, la RDC est le deuxième pays africain après le Nigeria, où le taux de mortalité infantile est élevé.

« La RDC est parmi les pays où les nouveaux nés meurent le plus. Nous sommes 2ème en Afrique après le Nigeria et parmi les 10 pays au monde dont la mortalité néonatale constitue environ 50 % de toute la mortalité », a-t-il fait savoir.

Selon une enquête EDS réalisée en 2013, 104 000 enfants en RDC meurent avant d'atteindre leur 5e anniversaire et 600 mères sur 100 000 habitants meurent au moment de l'accouchement en RDC, renseigne le Dr Luc Kamanga.

Le programme « survie de la mère et de l'enfant » vient donc renforcer l'action de la lutte contre la mortalité de ces deux catégories cibles en facilitant notamment l'accès équitable aux soins de santé aux femmes et aux enfants, souligne l'USAID. LR

Art plastique

Les masques africains gardent toujours leurs valeurs ancestrales et significations

Les Africains accordent-ils de l'intérêt à leurs masques ? Cette question est justifiée par le fait qu'on en trouve rarement dans leurs maisons et très peu dans leurs institutions publiques.

Et pourtant, les masques ont constitué jadis une partie intégrante dans la tradition africaine. Raison pour laquelle nos reporters ont mené une mini-enquête dans des points de vente d'objets d'arts. A en croire certaines personnes, les Africains y accordent de l'intérêt, comme objet religieux, mais pas comme objet d'art. Ils le considèrent comme une partie d'eux-mêmes.

Les masques sont ainsi des objets fonctionnels ou purement rituels. Ils ont des fonctions sociales liées à l'agriculture, à la vie du village, à la pêche. Dans certaines régions, un masque planté en forêt est une invocation à l'abondance de cultures pour éviter les disettes.

C'est à partir du 19ème siècle avec la création des écoles des Arts par les colons que le masque a été considéré comme objet d'art. Dans la société africaine certains répondent que les masques symbolisent un personnage permanent. Dans certaines tribus, le masque se rattache à des comportements et à certaines élites. C'est une sorte de personnification des caractères sociaux. Il n'y a pas de société ni de civilisation sans masque.

L'homme africain a depuis longtemps vécu avec le masque comme représentation de son univers. Les masques ne sont pas une importation de la colonisation. Au contraire, lorsque les colons sont arrivés, ils ont considéré ces objets de la culture africaine comme des fétiches.

En République démocratique du Congo au 18ème siècle, les colons ont emporté plusieurs masques et autres objets pour brûler. Un siècle plus tard, ces objets dits primitifs ont été retrouvés exposés au Musée de Tervuren en Belgique, à la section baptisée Musée royal de l'Afrique centrale.

Beni Joël Dinganga

Lycha Shombo fait encore une promesse pour son retour au pays



Pour une énième fois, Lycha Shombo, ancien de Cultura pays vie promet de descendre dans la capitale congolaise pour assurer at home la promotion de son œuvre «Magie noire».

Le chanteur Lycha Shombo, connu sous le sobriquet de Gordon Brown que lui avait collé Félix Wazekwa du temps où il évoluait encore au sein de Cultura pays vie, vient de finaliser en Belgique l'enregistrement d'un disque qui va lui permettre de se positionner en bonne place sur le palmarès de la chanson africaine.

Ainsi se décide-t-il de descendre incessamment à Kinshasa pour venir assurer at home la promotion de son œuvre.

En attendant l'arrivée du disque de Lycha Shombo, ses nombreux fanatiques se mobilisent pour lui réserver un accueil délirant, des extraits de cet opus «Magie noire» étaient d'ailleurs grattés dans des séances de répétitions pendant qu'il était encore à Kinshasa.

Pour M. Coco Nzita, un des proches collaborateurs de cet artiste, la sortie de cet opus sur le marché ne dépend pas de l'artiste mais plutôt de son producteur qui étudie les signes du temps. Sauf changement de dernière minute, cette sortie se fera au mois de juillet prochain. B.J.D

Tous les dimanches à Masina

Apocalypse Tube immortalise King Kester Emeneya

Apocalypse Tube autrement dit Ya Jean immortalise King Kester Emeneya tous les dimanches à l'espace La Reine à Masina BKTF dans le cadre d'une série de stratégie en prélude de la sortie de son album intitulé «Vraie Version».

C'est suite à la demande de ses nombreux fanatiques fervents amateurs des chansons de Victoria Dream Team Dream Band de King Kester Emeneya. Ces productions ont lieu tous les dimanches dans sa base où il prépare son prochain album.

Il est à noter qu'Apocalypse Tube venait de lancer un clip promotionnel de la chanson «Sur les traces H», une chanson que l'artiste dédie à un mécène congolais en la personne de Arnold Heaven, responsable de la maison de production «Heaven's groupe».

Retenez que Apocalypse Tube venait d'avoir l'accord du leader de Wenge BCBG



Papa chéri JB Mpiana pour un featuring dans l'une des chansons que contiendra cet opus. Un duo qui nous fera revivre la belle époque de Papa Wemba et King Kester Emeneya des années 80.

Ces actions du lancement

du clip promotionnel, du featuring avec JB Mpiana et de commémorer King Kester dans ses productions s'inscrivent dans un plan marketing pour booster les ventes de son opus «Vraie version».

B.J.D

Musique religieuse

Bientôt l'adorateur Richard Phuabu sur scène

En attendant la sortie officielle sur le marché du disque de son tout premier album «Océan d'amour», l'adorateur Richard Phuabu se dit prêt à des productions scéniques.

C'est sur la demande des enfants de Dieu que cet adorateur répondra aux exigences de ceux qui préfèrent adorer et louer le Seigneur par la chanson. Ces productions seront dans le cadre de la promotion des chansons que contient cet opus de huit titres.

Selon cet adorateur, au



cours de ces productions, il ne manquera pas d'immortaliser la défunte Marie Misamu qui est décédée au mois de janvier dernier.

Une façon pour lui de rendre honneur à cette chantre de Dieu qui a servi le Seigneur durant toute sa vie sur cette terre.

Concernant l'album «Océan d'amour», les travaux du studio s'achèment petit à petit vers la fin ; il s'active au mixage et à des petites corrections. Les affiches

annonciatrices de cet opus seront déjà disponibles à la deuxième quinzaine du mois de mai prochain. B.J.D

Lutumba Simaro: « Le plus important est de faire des chefs-d'œuvre qui restent »

Auteur-compositeur de plusieurs chansons célèbres qui sont devenues des classiques de la musique congolaise, le poète Lutumba Simaro Masiya invite les jeunes musiciens à composer des chansons qui « restent dans la mémoire des gens ».

«C'est bien de composer des chansons mais le plus important est de faire des chefs-d'œuvre qui restent dans la mémoire de gens», a-t-il recommandé dans un entretien accordé à Radio Okapi.

Lutumba Simaro qui vient de fêter ses 78 ans d'âge totalise plus de 60 ans de carrière musicale.

Il est l'auteur de plusieurs chansons à succès comme « Maya », « Affaire Kitikwala » et « Verre cassé ».



Division 1

TP Mazembe écrase Shark XI par deux buts à zéro

Hier jeudi 14 avril au Stade des Martyrs de Kinshasa, TP Mazembe de Lubumbashi a dominé Shark XI FC de Kinshasa par un score de deux buts à zéro. Ce, à l'issue du match comptant pour la 6ème journée du play-off du championnat national de football.

Après une première mi-temps amplement disputée par les deux équipes et qui s'est soldée par un score vierge de zéro but partout, les Corbeaux sont passés à la vitesse de croisière que les « Sharkois XI » n'ont pas su contenir. Les assauts menés par les Corbeaux du TP Mazembe ont fini par désarticuler la défense de l'équipe kinoise, en inscrivant deux buts, œuvres de Christian Luyindama à la 66ème minute et de Thomas Ulimwengu à la 68ème minute.

Cette victoire obtenue de belle manière, place le TP Mazembe en confiance pour aborder le match retour de 8ème de finale de ligue africaine des champions prévu le mercredi 20 avril prochain au stade de Ka-



malondo de Lubumbashi face à Wydad de Casablanca.

Il sied de noter que le changement opéré par l'entraîneur du TP Mazembe a été payant dans la mesure où les joueurs montés sur le terrain en deuxième période ont changé la physionomie du match et permis à l'équipe de marquer coup sur coup deux buts qui ont marqué la victoire des Lushois.

De cette victoire, TP Mazembe totalise 9 points en trois sorties et remonte à la troisième place après V. Club et SM Sangaalende. Alexie E.

Division 1

V.Club remporte le derby kinois face au DCMP (3-1)

L'As V.Club a remporté le derby kinois face à son éternel rival le Daring Club Motema Pembe (DCMP) sur le score de 3-1, en match de la 6ème journée de la phase de play-off du championnat national de football disputé mercredi 13 avril 2016 au stade des Martyrs de Kinshasa.

Les buts des verts et noirs ont été inscrits par les joueurs Morisson, Kule Mbombo et Mukoko tandis que le DCMP a réduit le score par l'entremise du joueur Bangala.

Par cette victoire qui rassure les fanatiques de V.Club pour leur match retour de 8ème des finales de la Ligue africaine des Champions face à Mamelody Sandows de l'Afrique du Sud le mardi 19 avril 2016, l'As V.Club se rapproche de SM Sanga Balende, nouveau leader de ce championnat, avec 10 points.

Il sied de noter qu'avant cette rencontre, une importante réunion s'est tenue à la Fécofa entre les membres du Comité national de prévention, de lutte contre la violence et la corruption dans le Sport (CNPVCS) et les représentants de ces deux équipes, ceux du stade des Martyrs et de la



Cyclisme-Togo

Le Congolais Djimy Mohindo 2è à la deuxième étape du tour



Le vainqueur du tour de Goma de cyclisme à côté du ministre provincial des Sports (Nord-Kivu)/Ph. Mustafa Kemal.

Le Congolais Djimy Mohindo a terminé en deuxième position, mercredi 13 avril, à la deuxième étape du Tour international de Togo, parcourue sur 73 km entre la ville de Sokodé et celle de Kara.

Le champion en titre de la RDC a été dépassé aux derniers kilomètres par le Burkinabès Matthias Sorgo.

Ce coureur du Nord-Kivu avait remporté, en février dernier, le 16è championnat du Congo de cyclisme, en parcourant 148 km en 4h09'.

Au classement général, il avait devancé Jean Lumingo alias Gesac de Kinshasa et Ludovic Kabamba de l'ex-Katanga.

Après le Tour de Togo, les coureurs congolais devront parcourir les tours de Benin et du Burkina-Faso avant celui de la RDC prévu du 4 au 16 juin prochain.

La troisième édition de ce tour débutera à Kinshasa et traversera neuf provinces du pays dont le Kasai-Oriental, la Tshopo, le Maniema, le Sud Kivu, le Nord-Kivu, Haut Lomami, le Kongo Central et le Kwilu. RO

Linafoot.

Présidé par le 2ème vice-président de ce comité, Chawe Munkutu dit Raus, cette rencontre d'échange a été tournée autour de la violence dans le stade. Le général Raus a appelé les représentants de ces deux équipes à conscientiser leurs supporters pour ce match y compris celui de jeudi entre Shark XI FC et TP Mazembe afin de cultiver le Fair-play car, a-t-il rappelé, dans le football, il y a trois résultats (la victoire, le nul et la défaite) et les supporters doivent accepter cela.

« Nous luttons contre la violence. Nous voulons le Fair-play. Et pour cela, nous vous demandons à ne pas distraire les joueurs sur terrain », a expliqué le général avant d'inviter les représentants des supporters à jouer pleinement leur rôle de sensibilisant dans le gradin.

Il a souligné que le football est une discipline qui procure la joie, le plaisir, la paix et non une occasion pour semer le désordre. Il a assuré les parties prenantes de la sécurité dans le stade avant d'appeler la presse sportive à contribuer dans la lutte contre la violence dans les installations sportives.

Des représentants des supporters ont sollicité l'élargissement du comité en leur incorporant pour mieux combattre ce fléau qui met en mal les rencontres sportives dans les stades.

Plusieurs préoccupations ont été soulevées par les participants, notamment l'entrée des mineurs dans le stade, des tracasseries policières, la vente des boissons alcoolisées, des chanvres, le problème d'arbitrage. Le comité assure de se s'impliquer mais il a appelé à la responsabilité de chacun pour trouver des solutions qui s'imposent.

Alexis E.

Lisez et faites lire
La République

Dialogue national

L'Udps compte monter la fièvre

Après tergiversations, l'Union pour la démocratie et le progrès social, Udps, opte pour le dialogue national initié par le chef de l'Etat. Pour ce faire, le parti de l'opposant en chef congolais voudrait au préalable s'assurer des sujets qui seront à l'ordre du jour. Aussi, l'Udps tient-elle à ce que la classe politique, notamment la majorité, accepte que la présidentielle de 2011 était décrochée par Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Ce préalable risquerait de bloquer net les assises.

En outre, il ressort de plusieurs sources que le dialogue accoucherait d'un gouvernement d'union nationale qui serait dirigé par l'opposition. Ce gouvernement qui serait costaud de plus de trente ministres et vice-ministres, aura à préparer les élections tant attendues. Ici, on indique que le fils biologique du « Sphinx » vieillissant de Limete, Félix Tshisekedi, occuperait la Primature pendant trois ans.

Arrivé en seconde position à l'élection présidentielle de 2011, Étienne Tshisekedi se considère, en effet, comme le chef naturel de l'opposition et vainqueur de cette présidentielle. Mais son âge (82 ans) et sa maladie l'ont contraint à se retirer en Belgique depuis plus d'un an. Des sources indiquent que son interminable convalescence a fini par lasser jusqu'à ses plus proches collaborateurs, impatientes qu'un successeur soit désigné à la tête de son parti. Sa capacité physique à mener campagne en 2016 et, plus encore, à diriger ce vaste pays jusqu'en 2021, paraît bien incertaine.



Ainsi, Félix Tshisekedi aurait été choisi pour le remplacer à la tête du parti pour lequel il s'est donné corps et âme depuis plus de trois décennies.

BBL

Biac : les convulsions continuent !



La Banque internationale pour l'Afrique en Rdc est-elle sortie de son ornière ? Rien n'est moins sûr. Un parcours dans les différentes agences de la ville de Kinshasa fait découvrir que la Biac ploie sous une forte crise de convulsions intenses. Partout la chanson est la même : « je suis là depuis 8h30' ; il est 11h30', je ne suis pas encore servi ». Presque tous les clients accusent la banque de geler la sortie des fonds au profit des déposants. Cela se traduit par la lenteur (entretenue ?) dans le service, les guichetiers perdant plus de temps à communiquer au téléphone qu'à s'occuper de bordereaux de retraits remplis et déposés par les clients. D'aucuns perdent plus de temps à lire ces documents auxquels ils sont pourtant familiarisés depuis des lustres.

Le clou du problème reste la carence totale de billets verts aux guichets. Même les abonnés qui ont ouvert de comptes en devises étrangères – le dollar principalement – sont contraints de toucher leurs demandes en francs congolais. Pire, à un taux inférieur à celui pratiqué sur le marché parallèle, celui auquel ils ont accès dans ce pays, soit 930 Fc pour 1 dollar, au lieu de 960Fc la pièce. Dans plusieurs agences, les difficultés d'accès aux comptes se révèlent une aubaine : des agents trafiquent le service et se font graisser les pattes par des clients pressés. Les billets de retrait de ces derniers sont pris en charge par des agents qui contactent des guichetiers avec un mot à l'oreille. « Vous pouvez bien être le premier arrivé, vous ne jouissez pas de la garantie d'être le premier servi », rabâche-t-on partout. Il s'ensuit naturellement de frictions verbales (heureusement encore) entre des clients – jeunes surtout – et des guichetiers.

À la lecture de ces principaux indicateurs, on peut parier que l'avenir immédiat n'est pas reluisant pour la Biac dont la conduite actuelle cultive la méfiance dans le chef des déposants. Cela justifie la propension actuelle des clients à curer jusqu'au fond de leurs comptes, redoutant une situation plus dramatique encore. Pour conjurer le mal et remettre la banque sur l'orbite du redécollage, le gouvernement devrait plutôt honorer intégralement ses engagements à reverser son dû à la Biac. De leur côté, les autorités de la banque sont conviées à plus d'offensive de charme auprès de la masse, avec des actions de communication dans les agences, voire dans les médias.

LR

Droits de l'homme en RDC : l'ONU pointe un «rétrécissement de l'espace politique»

Le mois de mars qui vient de s'écouler a vu l'élection des gouverneurs et vice gouverneurs dans les nouvelles provinces du pays. Dans son rapport du mois de mars, le bureau des Nations unies aux droits de l'homme en RDC relève une importante augmentation du nombre de cas de violations des droits humains dans le pays. Une hausse attribuée essentiellement aux agents de l'Etat.

332 cas en février, 410 au mois de mars. L'augmentation est « extrêmement inquiétante » selon les Nations unies. Les provinces les plus touchées restent celles de l'est du pays : le Nord-Kivu et l'Ituri surtout. Mais le rapport fait aussi état d'une centaine de violations dans les provinces de l'ouest.

Parmi les responsables, sont cités l'ensemble des groupes armés et notamment les combattants des Forces de résistance patriotique de l'Ituri. Mais le bureau des Nations unies affirme surtout que les premiers responsables sont les forces de sécurité. Le rapport cite la police, l'armée et les renseignements, responsables de 65 % des violations recensées. Des violations qui ont fait 388 victimes pendant ce seul mois de mars dont 29 exécutions sommaires et extra-judiciaires.

« Rétrécissement de l'espace politique »

« Ce qui est extrêmement inquiétant, déclare José Maria Aranaz, directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux Droits de l'homme en RDC (BCNUDH), c'est le nombre élevé de violations à caractère politique, signe d'un rétrécissement de l'espace politique ». Au gouvernement, qui a annoncé son intention de lancer une nouvelle opération de police contre les gangs dans les quartiers de Kinshasa, José Maria Aranaz rappelle que la lutte contre la délinquance doit se faire dans le respect des droits de l'homme. « Les erreurs du passé ne doivent pas se répéter ».

Fin janvier, le bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme avait déjà pointé une augmentation dramatique du nombre de violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo avec 64% de violations de plus en 2015 par rapport à 2014. Le bureau s'inquiétait de cette tendance s'ouvrant une année électorale en RDC, celle-ci menaçant la crédibilité du processus électoral.

RFI

La phrase du jour

«La vraie révolution est celle qui nous amène à nous transformer nous-mêmes pour transformer le monde.»

Pierre Rabhi